



GRAIN

en 2012

Pour des systèmes alimentaires gérés par les
communautés et fondés sur la biodiversité

À propos de GRAIN

3



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Ce soutien revêt des formes diverses : recherche et analyse indépendantes, constitution de réseaux au niveau local, régional et international, coopération active et formation d'alliances avec les mouvements sociaux.

Depuis plus de 20 ans, GRAIN est l'un des principaux acteurs du mouvement mondial de contestation du pouvoir des grandes entreprises sur l'alimentation et les moyens de subsistance des peuples. Dans le monde entier, les gouvernements concentrent leur attention sur l'agriculture industrielle et les chaînes d'approvisionnement alimentaire qui sont aux mains des grandes entreprises. Malheureusement, ce modèle ne fait aucun cas des petits producteurs ni de la complexité de leurs systèmes de production et de distribution qui nourrissent pourtant l'humanité depuis plus de 12 000 ans. Aujourd'hui, près d'un milliard d'être humains souffrent de la faim à cause d'un système alimentaire industriel qui préfère alimenter les marchés mondiaux plutôt que de nourrir les populations. Parmi ces populations qui souffrent

de la faim, soixante-dix pour cent sont des petits producteurs, ce qui illustre de façon irréfutable le dysfonctionnement du système.

GRAIN surveille, enquête et expose les problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture en partenariat avec une série de groupes locaux, de mouvements sociaux et de réseaux internationaux. De l'Indonésie au Mexique, en passant par le Bénin, l'équipe de GRAIN travaille en plusieurs langues dans divers fuseaux horaires, en suivant ce qui se passe au niveau mondial et sur le terrain, et en partageant les informations obtenues avec ses partenaires, les décideurs et le public. GRAIN fournit des données et des analyses fiables d'autant plus riches qu'elles s'appuient sur une longue histoire de luttes et de collaboration. GRAIN soutient ainsi le mouvement international voué à la protection de la biodiversité et à la promotion de systèmes alimentaires démocratiques, justes et gérés par les communautés.

GRAIN ne se contente pas de mener et de partager ses recherches : il contribue à relier entre eux les mouvements sociaux et les groupes qui cherchent à mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles plus diversifiés, et les aide à réaliser leurs objectifs. Pour GRAIN, il est absolument essentiel de travailler en partenariat avec les groupes locaux pour développer des stratégies et mettre en place des mécanismes viables pour pouvoir soutenir les systèmes alimentaires gérés par les communautés. GRAIN n'est qu'une petite organisation, mais qui maximise son influence en participant activement à des réseaux régionaux et internationaux dans le monde entier.

Le travail de GRAIN s'organise actuellement autour de quatre thèmes étroitement liés :

- **Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial**
- **L'accaparement des terres**
- **Le contrôle des semences par les populations**
- **La crise climatique et l'agriculture**

La présente publication passe en revue les activités et les réalisations de GRAIN en 2012. Nous avons choisi des exemples de nos activités les plus importantes et des réflexions sur nos actions et notre influence.

Ce document est également disponible sur le site internet de GRAIN :

<http://www.grain.org/fr/pages/programme>

Les grandes entreprises, le pouvoir et le système alimentaire mondial

L'économie verte : qu'est-ce que ça va changer ?

À la veille du 20^e anniversaire la conférence de l'ONU sur le Développement durable (le sommet Rio+20) de juin 2012, on a eu droit à une vague de nouvelles promesses destinées à montrer comment la fameuse « économie verte » allait résoudre une grande partie des problèmes environnementaux et économiques. Mais il suffit de creuser un peu pour voir que la philosophie de l'économie verte revient quasiment à donner carte blanche aux grandes entreprises pour continuer à privatiser la nature.

Avec l'association latino-américaine Alianza Biodiversidad, le World Rainforest Movement et les Amis de la Terre, nous avons analysé les enjeux. Dans "le sens profond de l'économie verte : approfondissement de la crise climatique et environnementale", nous avons montré comment le changement climatique et la crise environnementale mondiale sont vus comme une opportunité pour les entreprises d'engranger les bénéfices. C'est l'appât du gain qui guide la pénurie programmée qui sous-tend l'économie verte : l'accaparement des terres, le brevetage et la protection des variétés de semences, la privatisation du sous-sol, des parcs et des océans, servent tous à épuiser et enfermer les biens communs naturels, tout en laissant aux grandes entreprises la liberté d'en tirer profit.

Dans le même temps, nous avons travaillé avec nos partenaires sud-américains pour rassembler les documents nécessaires à la rédaction d'un livre en espagnol sur la question, intitulé Economía verde: el asalto final a los bienes comunes. Ces deux documents ont été très largement diffusés par les mouvements sociaux durant le rassemblement parallèle au sommet Rio+20 et ont aidé les gens à s'intéresser à ce qui se cache derrière le concept d'économie verte.

GRAIN a en outre participé à une conférence organisée en avril 2012 par les Jeunes Volontaires pour l'Environnement à Grand Popo au Bénin, pour définir une position sur l'économie verte en amont de la conférence de Rio.

"Aujourd'hui, près d'un milliards d'être humains souffrent de la faim à cause d'un système alimentaire industriel qui préfère alimenter les marchés mondiaux plutôt que de nourrir les populations."



Qui nourrira la Chine : l'agrobusiness ou les paysans chinois ?

En commençant à importer du soja pour servir de fourrage vers la fin des années 1990, la Chine a déclenché dans l'agriculture l'un des changements les plus dramatiques que le monde ait jamais connu. À l'autre bout de la planète, 30 millions d'hectares de fermes, de forêts, de savanes et de pâturages du Cône Sud de l'Amérique latine ont été convertis en plantations de soja, afin de fournir aux nouvelles fermes industrielles chinoises une source d'alimentation animale bon marché.

L'étude de GRAIN "[Qui nourrira la Chine : l'agrobusiness ou les paysans chinois ?](#)" examine les conséquences potentielles d'une évolution similaire avec d'autres cultures fourragères que le maïs. Les transnationales de l'agrobusiness sont impatientes de tirer profit des importations de maïs vers la Chine qui ne sont pas soumises à des réglementations. Elles lorgnent les terres fertiles d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et d'Afrique pour répondre à la demande de cet énorme marché. Or ces terres sont actuellement travaillées par des petits producteurs.

Mais reproduire le désastre provoqué par la production industrielle de soja dans le Cône Sud n'est pas la seule alternative, explique le rapport. Ce rapport a été traduit en mandarin et diffusé largement en Chine.

Qui nourrira l'Inde : les chaînes internationales de supermarchés ou les petits magasins locaux ?

Les grandes entreprises s'efforcent aussi de s'emparer du système alimentaire indien. Dans ce pays, Walmart et les autres géants du négoce veulent désespérément une plus grande part du marché alimentaire, évalué à 400 milliards de dollars US, mais les négociants locaux opposent une résistance farouche aux plans ourdis par le gouvernement pour leur ouvrir l'entrée du marché.

On comprend facilement les inquiétudes des petits négociants et des employés indiens : chaque emploi créé par un négociant étranger en ferait disparaître 18. Et tout au long de la chaîne alimentaire, beaucoup d'autres seraient touchés, eux aussi. L'article de GRAIN "[Can India turn the tide on the supermarket tsunami?](#)" [L'Inde est-elle capable de résister au tsunami des supermarchés ? article en anglais] montre clairement que la priorité des grandes entreprises n'est pas d'augmenter la production, mais de priver les pauvres du contrôle qu'ils exercent sur le marché. C'est une situation qui se répète partout dans le monde, de la Colombie au Kenya.

En Inde, les 44 millions de propriétaires de petits magasins et d'employés ont organisé des manifestations et réussi à forcer le gouvernement à revenir sur sa décision d'ouvrir le marché du négoce (valeur: 400 milliards de dollars) à Walmart et autres géants.



L'accaparement des terres

Il y a cinq ans, GRAIN a sonné l'alarme en révélant l'ampleur d'une nouvelle tendance : l'accaparement des terres. Dans les pays pauvres, les riches nations et les grandes entreprises font main basse sur les terres utilisées par les petits agriculteurs et les éleveurs nomades, n'hésitant pas à les chasser de leurs terres et à détruire leurs moyens de subsistance. Depuis, l'accaparement des terres est devenu un sujet de débats majeur aux niveaux international, régional et national.

Comme nous l'avons montré dans un nouveau tableau de données au début de 2012, l'accaparement des terres est une réalité qui touche le monde entier. Les réactions des gouvernements et des grandes organisations internationales sont loin d'être encourageantes. Dans un autre rapport sur la question, on voit clairement que ces réactions restent pour la plupart de la poudre aux yeux et se limitent à des efforts de relations publiques, plutôt que de s'attaquer à la source du problème. Et pendant ce temps, la cession des droits fonciers à des investisseurs étrangers et nationaux se poursuit sans relâche.

Toutefois, l'année 2012 a également vu une incroyable montée de l'opposition du public à l'accaparement des terres et une prise de conscience de plus en plus répandue qu'il s'agit d'une pratique qui doit absolument être enrayée. Les ONG et les mouvements sociaux un peu partout dans le monde ont intégré cette question dans leurs campagnes et leur travail d'information et se rendent compte qu'elle est liée à d'autres formes d'accaparement des terres, justifiées par l'extraction minière, le tourisme ou les besoins en eau. GRAIN a joué un rôle essentiel en facilitant la coopération, en connectant les gens entre eux, en aidant à renforcer les capacités et à développer des stratégies, et en partageant ses analyses et ses données. L'évaluation externe de 2012 de notre travail dans ce domaine nous a encouragés à poursuivre dans cette voie (voir encadré page 17).

Des soldats dans la vallée de Polochic, au Guatemala, d'où ont été chassées 800 familles, pour laisser la place à une plantation de canne à sucre.

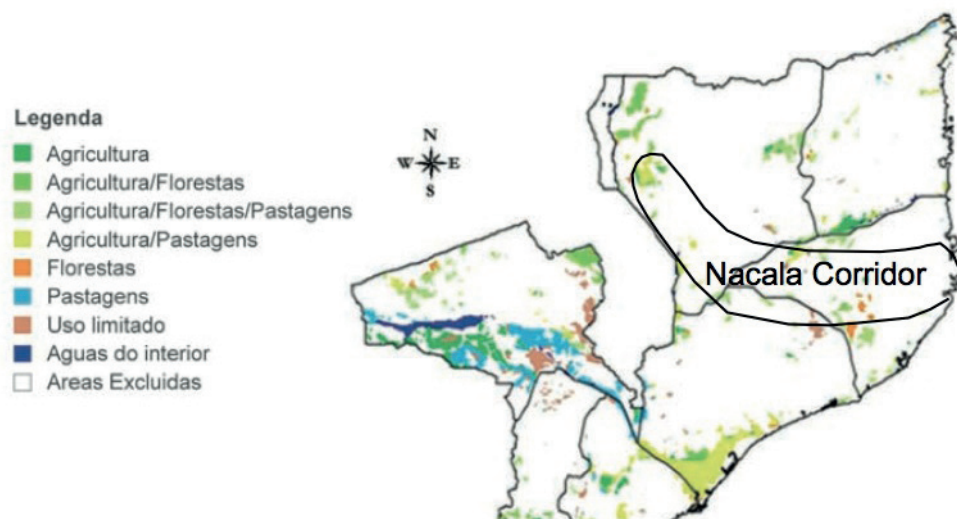
Prendre en compte l'accaparement de l'eau

9

Dans ce débat sur l'accaparement des terres, on oublie souvent la question du contrôle des ressources en eau qui est souvent le corollaire de la ruée sur les terres fertiles. GRAIN a commencé ses recherches sur la question au début de 2012 et en mars, nous avons présenté nos conclusions initiales au **Forum alternatif mondial de l'eau** à Marseille.

Après de nombreux entretiens et débats avec des experts en ressources hydriques et des militants du monde entier, nous avons publié "Ruée vers l'or bleu en Afrique", un dossier important consacré aux conséquences que l'établissement répété des plantations industrielles va entraîner sur les ressources en eau du continent africain. L'expansion sans fin des infrastructures mises en place par les investisseurs étrangers pour l'irrigation ne peut que continuer à réduire la fertilité du sol et provoquer d'autres problèmes liés à la salinisation, l'engorgement et la désertification. Les stratégies de gestion du sol et de l'eau des populations autochtones sont également mises à mal quand les bulldozers entrent en scène pour aplatir le terrain. Pour l'Afrique, il s'agit ni plus ni moins d'un « suicide hydrologique ».





“Le Brésil et le Japon se préparent à coloniser un bon morceau du Mozambique. C’est ce qui s’appelle le programme ProSavana.”

ProSavana et la recolonisation du Mozambique

Imaginez 14 millions d’hectares – plus que la superficie combinée de la Suisse et de l’Autriche – abritant des millions d’agriculteurs mozambicains qui pratiquent l’agriculture itinérante. Et maintenant imaginez un consultant étranger affirmant que toutes ces terres sont vides. Des entreprises étrangères s’apprêtent à venir les cultiver. Le président du pays est d’accord et il leur propose la terre à un dollar l’hectare. C’est ce qui se passe actuellement au Mozambique: Le Brésil et le Japon sont prêts à coloniser un bon morceau du pays. C’est ce qui s’appelle le programme ProSavana..

Nous avons travaillé avec les organisations paysannes mozambicaines pour dévoiler le danger qui se trame en coulisse et qui menace leur pays, leurs moyens de subsistance et leur environnement. L’UNAC, l’union des petits producteurs mozambicains, a commencé à faire passer le message à ceux qui vont être affectés et a publié une déclaration publique sur la question. L’organisation a aussi travaillé avec GRAIN et La Via Campesina pour publier ensemble un article sur le programme ProSavana dans l’un des plus grands journaux brésiliens. Le ministre de l’Agriculture du Mozambique et les responsables des deux gouvernements, celui du Japon et celui du Brésil, ont été obligés de réagir au tollé suscité par l’article.



Le contrôle des peuples sur les semences

Les semences sont l'élément clé de la résistance au système alimentaire industriel. Premier composant de la chaîne alimentaire, elles sont solidement ancrées dans des cultures locales qui dépendent de traditions d'échange et de partage pour leur survie. Ce n'est donc pas très surprenant que les foires aux semences, les stages de formation, les échanges et les ateliers se multiplient d'un bout du monde à l'autre : c'est une manière concrète de dire non à la mainmise des grandes entreprises sur nos moyens de subsistance et d'affirmer le droit des peuples à la souveraineté alimentaire.

La défense du maïs au Mexique

2012 a marqué le dixième anniversaire du "Red en Defensa del Maíz" mexicain (Réseau pour la défense du maïs). Ce réseau remarquable est une alliance de plus de 1 200 communautés de tout le pays qui travaille avec de nombreuses organisations, des chercheurs et des particuliers ; son objectif central est de défendre le maïs, la culture sacrée du Mexique, là où il est né.

GRAIN fait partie de ce réseau depuis le début et en 2012 nous avons participé à plusieurs séances stratégiques pour définir comment éviter la perte des variétés locales tout en essayant d'empêcher la contamination de ces variétés locales par le maïs génétiquement modifié venant des États-Unis. GRAIN a aussi joué un rôle clé dans la recherche, la rédaction et la publication du livre "[El maíz no es una cosa – es un centro de origen](#)" ("Le maïs n'est pas une chose, c'est un centre d'origine"), qui constitue une compilation très riche des matériaux, perspectives et expériences issus des dix ans de lutte du Réseau.

En décembre, le gouvernement mexicain a annoncé son intention d'autoriser la plantation de 2,4 millions d'hectares de maïs transgénique. Le Mexique est le cœur de la diversité du maïs et cette décision totalement irresponsable a été rapidement dénoncée par la société civile dans tout le pays et dans le monde entier. Notre contribution à la résistance a été la publication et la large diffusion de "[Alerte ! Avalanche transgénique au Mexique](#)" et "[Ne touchez pas à notre maïs – Résistance aux OM au Mexique](#)", et la co-publication de "[GM maize in Mexico: An irreversible path](#)". ["Le maïs transgénique au Mexique: impossible de faire demi-tour" - en anglais seulement]

Pour le moment, la force de l'opposition publique a obligé le gouvernement à revenir en arrière, mais la pression des grandes entreprises ne se relâche pas et il va falloir rester extrêmement vigilant.

La lutte mondiale contre une législation sur les semences favorable aux entreprises

Durant toute l'année, GRAIN a été très actif dans les débats sur les effets d'une législation destinée à protéger l'appropriation des variétés par les entreprises et à réduire les droits des agriculteurs de conserver, sélectionner et échanger leurs propres semences.

En Argentine par exemple, le gouvernement s'apprêtait à céder aux pressions des entreprises et à renforcer les droits de propriété intellectuelle sur les semences, mais le tollé général et l'opposition publique l'en ont empêché. GRAIN a soutenu le processus en proposant une déclaration en dix points "[Non à la privatisation des semences en Argentine](#)", qui explique clairement [en espagnol] comment la nouvelle loi ouvrirait la voie à l'introduction de nouvelles cultures transgéniques et renforcerait le pouvoir de quelques transnationales semencières ; la nouvelle loi affecterait le développement des variétés locales, affaiblirait le droit fondamental à l'alimentation et serait incapable de protéger les savoirs et l'héritage collectifs, en particulier chez les populations rurales et autochtones. Cette déclaration est devenue un document de campagne qui a été signé par plus de 400 institutions et près de 1500 personnes à titre individuel.

Au Bénin, GRAIN a apporté son soutien aux organisations de la société civile en évaluant le deuxième moratoire du pays sur les OGM quand il a pris fin. Au niveau régional, GRAIN a débattu de la loi sur les semences avec un représentant de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (AIPO) et contribué à la réponse donnée par la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) à un projet sur la biosécurité en Afrique de l'Ouest soutenu par la Banque mondiale.

Crise climatique & agriculture

La crise climatique est l'un des défis les plus gigantesques que l'humanité ait à affronter aujourd'hui. Elle s'explique par l'ampleur et la nature destructrice de l'exploitation des ressources naturelles par une société industrielle qui n'a plus de limites. Notre capacité de production de nourriture est déjà sérieusement affectée par cette crise et les prévisions pour l'avenir sont alarmantes. Mais le système alimentaire mondial est aussi l'un des principaux moteurs de la crise climatique. Les analyses de GRAIN montrent que le système alimentaire actuel est responsable d'environ la moitié du total des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

Au cours de 2012 nous avons mis l'accent sur la communication en diffusant au maximum notre rapport de 2011 "[Alimentation et changement climatique : le lien oublié](#)", qui démontrait comment des stratégies d'amélioration du sol pouvaient contribuer de façon substantielle à résoudre la crise climatique. Le rapport existe également en [anglais](#) et en [espagnol](#), et a été largement diffusé en Amérique latine et en Afrique francophone. De plus, il a été traduit par des collaborateurs en italien et en grec (il est possible qu'il ait été traduit aussi dans d'autres langues, sans que nous le sachions) qui voulaient s'en servir dans leur propre travail de plaidoyer.

Nous avons travaillé avec la CNUCED pour publier une contribution de GRAIN sur le climat et le système alimentaire pour le [Rapport sur le commerce et le développement 2013](#). Cet ouvrage a finalement été publié en septembre 2013 ; nous espérons que cette collaboration avec la CNUCED nous permettra d'atteindre une audience beaucoup plus vaste pour faire passer notre message.

Nous avons également commencé en 2012 à travailler sur la vulgarisation de notre rapport sur le climat, en collaboration avec des organisations paysannes en Espagne et le magazine Soberanía Alimentaria y Biodiversidad (dont GRAIN est l'un des rédacteurs). Nous avons aidé les rédacteurs du magazine à écrire un petit livre d'une soixantaine de pages destiné à être diffusé dans les organisations paysannes et autres groupes de la société civile. Ce livre a été publié sous le titre "[Asfixia en el supermercado](#)" ["Asphyxie au supermarché"] au début de 2013 et fait actuellement l'objet d'une large diffusion en Amérique latine parmi nos partenaires et autres personnes intéressées.



Un producteur de durian, Chatree Sowanthrakul, en Thaïlande – GRAIN s'efforce de soutenir les petits agriculteurs et les organisations paysannes du monde entier



Évaluation externe

Trois de nos principaux donateurs, Oxfam-Novib, Swedbio et Misereor, ont mandaté une évaluation externe pour analyser l'impact du travail de GRAIN sur l'accaparement des terres, ainsi que la viabilité du groupe. D'avril à juin, les deux personnes chargées de l'évaluation ont voyagé de par le monde pour interviewer des activistes, des décideurs et des chercheurs sur la qualité, l'efficacité et l'impact du travail mené par GRAIN. En outre, elles ont examiné comment les documents que nous produisons étaient utilisés et quel public ils parvenaient à toucher. Les résultats ont été dans l'ensemble assez positifs.

« L'impact du travail de GRAIN s'est fait sentir dans plusieurs domaines et à divers niveaux : il a généré beaucoup de programmes de recherche consacrés à la situation et a aussi attiré l'attention sur les dimensions de l'accaparement des terres liées au genre, » écrivent les évaluateurs. « Par les informations et les analyses fournies et par son soutien direct aux mouvements sociaux internationaux, aux réseaux régionaux et aux organisations nationales, GRAIN a aidé à renforcer les capacités de résistance et d'opposition à l'accaparement des terres. »

L'accent a été mis tout particulièrement sur notre manière de mettre en place des partenariats qui marchent. *« Selon ses partenaires, GRAIN a joué un rôle important en créant des liens entre ses recherches sur l'accaparement des terres et les mouvements et la résistance sur le terrain. Par ses recherches et ses analyses, GRAIN a aidé les organisations et les mouvements locaux directement affectés par la situation à comprendre le caractère global du problème et à mettre en contexte les problèmes locaux et nationaux. »*

Information & communication le cœur de notre travail



19

Hold-up sur l'alimentation

En 2012, GRAIN a publié un livre majeur qui compilait tous nos travaux de recherche et d'information des deux précédentes années. "The great food robbery: How corporations control food, grab land and destroy the climate" a reçu un accueil chaleureux aussi bien auprès des activistes et des chercheurs que des décideurs. Grâce à un arrangement spécial avec l'éditeur, Pambazuka Press, des spécimens ont été envoyés à beaucoup de nos partenaires dans le monde entier, notamment ceux du Réseau pour la biodiversité en Afrique (ABN) et tous les bureaux régionaux de La Via Campesina. Le livre est également paru en espagnol – "El gran robo de los alimentos" – et en français – "Hold-up sur l'alimentation". Tout au long de l'année, des séances de lancement du livre ont été organisées dans divers coins du monde, Nairobi, Cape Town, Buenos Aires, Cotonou, Genève et Barcelone. Le livre a fait l'objet de nombreux compte-rendus et les médias ont beaucoup parlé de lui.

Autres publications

En 2012, GRAIN a publié deux dossiers de fond : l'un sur l'accaparement de l'eau, l'autre sur la situation concernant le maïs transgénique au Mexique. Nous avons diffusé quatre articles dans notre série 'À contre-courant', et une dizaine d'autres publications dans différentes langues.

GRAIN co-édite, avec 10 autres organisations et mouvements latino-américains, le magazine 'Biodiversidad, sustento y culturas'. Quatre numéros sont sortis en 2012, touchant plus de 30 000 lecteurs dans la région. GRAIN participe aussi à la production du Soberanía Alimentaria Magazine avec des organisations paysannes et un réseau d'ONG espagnoles, et à celle du Bulletin Nyéléni, la voix du mouvement pour la souveraineté alimentaire.

Sites Internet

Nous mettons en ligne tout ce que nous produisons, et bien davantage, sur notre site trilingue, grain.org. Le site a été complètement remanié en 2011 et est désormais plus simple, plus léger et plus facile à utiliser. Il est consulté en moyenne par

500 à 600 personnes par jour, voire beaucoup plus quand de nouveaux documents sont publiés.

Farmlandgrab.org est un site que nous avons lancé il y a cinq ans pour partager informations et discussions sur l'accaparement des terres. Mis à jour quotidiennement, il contient une quantité considérable de données, d'articles et d'études sur la question. Pour beaucoup de chercheurs, de militants et de décideurs, c'est vraiment l'endroit où aller chercher l'information sur ce phénomène. Le nombre de lecteurs est resté stable en 2012, avec quelque 700 visiteurs uniques par jour.

Depuis près de dix ans, nous tenons également le site bilaterals.org, une référence incontournable pour ceux qui s'intéressent aux accords de libre-échange et d'investissement, à leurs conséquences et aux mouvements de résistance. Il est géré et mis à jour selon un système de partenariat collaboratif. En terme de visiteurs, c'est le site le plus consulté des trois: en 2012, il a reçu plus de 3 000 visiteurs par jour.

L'organisation – Les moyens de nous soutenir

L'équipe & le conseil d'administration

GRAIN n'est qu'un petit groupe, mais nos objectifs sont très ambitieux. En 2012, notre équipe se composait d'un coordonnateur, de sept responsables de programme et d'un responsable financier et administratif. Nous travaillons aussi avec deux consultants qui nous aident pour le développement du site et la recherche de financement, ainsi qu'avec plusieurs bénévoles. Riche de sa diversité, GRAIN fonctionne comme un collectif, avec un système de gestion horizontale et des méthodes de prise de décision participatives.

Le conseil d'administration de GRAIN est constitué de personnes dévouées à la cause et qui s'impliquent dans l'association à titre personnel. Le CA travaille en collaboration avec l'équipe au développement et à la mise en œuvre du programme, ainsi qu'avec le responsable administration. Ses membres sont soumis à une rotation et un renouvellement réguliers.

Finances

Outre les revenus générés par nos publications, quelques honoraires et les donations, GRAIN est financé par des subventions provenant d'ONG, de fondations et - occasionnellement - de gouvernements et d'organisations intergouvernementales. Les donateurs soutiennent l'ensemble de notre stratégie ou bien des éléments spécifiques de notre travail. Pour nous il est absolument essentiel de pouvoir garder notre indépendance et nous essayons de diversifier la base de notre soutien financier.

Ci-dessous un tableau donnant une idée de notre situation financière en 2012.

Revenus 2012 de GRAIN par source (chiffres en euros)

Oxfam-Novib (NL)	195,000
SwedBio (S)	109,194
Misereor / KZE (D)	75,000
Brot für Alle (CH)	70,000
EED (D)	50,000
Dutch government (NL)	49,755
Swift Foundation (USA)	34,749
CS Fund (USA)	30,412
New Field (USA)	30,000
Isvara	27,676
Swissaid (CH)	25,000
CFH Foundation (USA)	15,206
Commission européenne (UE)	10,000
Revenus propres (publications, donations, etc.)	30,131

Total

752,123

Comment soutenir GRAIN

Pour que GRAIN puisse garder son influence et son indépendance et rester à l'avant-garde de la lutte, nous avons besoin de votre soutien. Pour ce faire, vous pouvez contribuer financièrement, partager vos propres documents et/ou donner de votre temps et nous faire profiter de vos talents, comme nous l'expliquons sur le site. Si vous êtes d'accord avec nos efforts pour soutenir la lutte des petits producteurs et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité, **vous pouvez envisager de faire une donation à GRAIN. Veuillez utiliser notre site internet ou nous contacter à grain@grain.org**

GRAIN's team in 2012

Devlin Kuyek
Montréal:
recherche &
programme mondial

Ramón Vera Herrera
Mexico City:
revue Biodiversidad &
programme régional,
Amérique Latine

Camila Montecinos
Santiago:
programme régional,
Amérique Latine

Carlos Vicente
Buenos Aires:
communications &
programme régional,
Amérique Latine

Renée Vellvé
Paris: coordination &
programme mondial

Aitor Urkiola
Barcelone:
finance et
administration

Camila Oda
Barcelone:
soutien
administratif

Henk Hobbelink
Barcelone:
coordination
& programme
mondial

Bea Gascó
Valencia:
consultant en
recherche de
financements

Paul Pantastico
Los Baños:
consultant Internet

**Jeanne
Zoundjihékpon**
Cotonou:
programme régional,
Afrique francophone

Brice Demagbo
Cotonou:
soutien administratif

Kartini Samon
Jakarta:
programme
régional, Asie

Terna Gyuse
Le Cap:
communications &
programme mondial



Membres du conseil d'administration et donateurs de GRAIN à la réunion d'évaluation externe de 2012



Octobre 2013

Girona 25 pral., 08010 Barcelona, Espagne

Téléphone: +34 933011381

Email: grain@grain.org

Website: www.grain.org

Facebook: facebook.com/GRAIN.org

Twitter: [@GRAIN_org](https://twitter.com/GRAIN_org)